

La corruption au Maroc : Origines et répercussions

IGBIDA Issam

Docteur en Sciences économiques

FSJES université Cadi Ayyad, Marrakech, Maroc

Groupe de recherche en économie de l'énergie, environnement et ressources

TARBALOUTI Essaid

Enseignant chercheur

FSJES université Cadi Ayyad, Marrakech, Maroc

Groupe de recherche en économie de l'énergie, environnement et ressources

Résumé : Générer des profits personnels en abusant d'un pouvoir public ; tel est le consensus préétabli définissant la corruption. Toutefois, ce phénomène multidimensionnel demeure et se manifeste sous différentes formes. C'est pourquoi qu'il est omniprésent sous diverses appellations : pot de vin, café, favoritisme, népotisme etc. Il importe de noter qu'il retrouve ses origines dans le social, le culturel, le politique, mais également dans les secteurs administratifs et économiques. Bien évidemment, eu égard à cette diversité de causes, les conséquences varient notamment selon les différents secteurs et domaines de la vie quotidienne.

Au Maroc, à l'instar des différents pays du globe, la perception de la corruption demeure paradoxale. Il est vrai qu'on condamne les corrupteurs et les corrompus cependant on n'hésite pas à profiter des pots de vin lorsqu'il est question d'un profit personnel. Dans cet optique, toutes les tentatives visant l'éradication de ce phénomène n'atteignent guère l'objectif escompté. En dépit des réformes gouvernementales, des actions des ONG et de la société civile ou encore des recommandations de la BM, la corruption persiste et continue à impacter la croissance économique.

Mots-clés : corruption ; politique ; croissance économique.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.11442754>



1. Introduction

Définie en termes d'abus de pouvoir public pour générer des avantages personnels, la corruption est un phénomène socio-économique préjudiciable. Sa complexité réside en fait dans son aspect multidimensionnel. Ce fléau omniprésent n'a épargné aucun domaine ni secteur de la vie quotidienne. Effectivement, il se manifeste non seulement sous la forme financière désignée universellement en termes de pot de vin mais ses formes varient également entre le favoritisme, le népotisme, la recherche de la rente ou autres. Selon son étendue, la corruption peut outre mesure être identifiée selon deux grandes catégories, à savoir la petite corruption et la grande corruption. En effet, si la première catégorie renvoie exclusivement au niveau de la société le plus bas, à savoir, les interactions entre les citoyens et les fonctionnaires ; la seconde désigne plutôt les plus hauts niveaux de gouvernance et de politique.

Tout compte fait, les études et les recherches scientifiques réalisées jusqu'à lors s'accordent sur les préjudices de la corruption. En effet, ce phénomène multifactoriel est susceptible d'entraver la croissance économique et de compromettre la confiance des citoyens vis-à-vis des institutions. Dans ce sillage, il s'avère opportun de souligner que les causes de la corruption varient selon les facteurs qui l'engendrent. Ainsi, ces derniers peuvent être d'ordre social, économique, culturel ou encore politique. Dans cette optique, il est question, entre autres facteurs, de l'inefficacité des institutions, de la culture de l'impunité, de la faiblesse de l'échelle salariale, de l'asymétrie de l'information et du manque de transparence. Il est bien évident alors qu'une telle diversité de cause soit la source d'une diversité de conséquences. En effet, la corruption a des répercussions néfastes aussi bien sur les sociétés que sur les économies. Ses préjudices se manifestent en termes de la méfiance des citoyens vis-à-vis des institutions publiques, des inégalités socio-économiques de la détérioration des services publics etc.

Afin d'éradiquer la corruption, il est impératif d'en déterminer les causes et les conséquences. Toutefois, dans notre cas d'étude, il s'avère difficile d'en distinguer les causes des conséquences. Dans ce sens, la mesure de la corruption est difficile voire impossible et l'on se contente seulement d'en mesurer la perception par des IPC. Mais, en ayant recours à des variables instrumentales, on pourrait identifier quelle causalité est la plus forte. Tanzi (1998) avance que l'analyse des causes de la corruption par le biais de données transnationales se heurte à divers problèmes d'ordres : sociaux, politiques, culturelles... Selon Denoeux (2007) «La corruption est omniprésente dans toutes ses dimensions et manifestations : petite ou grande, dans les transactions commerciales comme dans la vie politique du pays, dans le secteur privé comme dans l'ensemble de la bureaucratie gouvernementale, dans les interactions humaines

quotidiennes comme aux moments critiques de la vie publique du pays (par exemple, pendant les élections), et aux niveaux national et local¹».

Le présent article cherche à esquisser une réponse à la problématique suivante : « Quelles sont les causes de la corruption au Maroc et quelles en sont les répercussions sur la croissance économique du pays ? ».

2. Les causes de la corruption

À première vue, une brève lecture des différentes causes de la corruption au Maroc met en évidence un certain paradoxe quant à la prise de position des Marocains vis-à-vis de l'acte corrompue. En effet, qu'il soit acteur ou victime de la corruption, le marocain y adhère de bon gré tout en se plaignant.

2.1 Les causes socioculturelles

La culture marocaine fait partie inhérente de la culture humaine malgré, bien évidemment, ses singularités. En effet, la société marocaine à l'instar de ses origines africaines constitue une plaine fertile des comportements corrompus.

La conscience sociétale est un milieu favorable de la corruption pour diverses raisons. Le niveau élevé de l'analphabétisation, de la plupart des Marocains, nourrit l'acceptabilité de la corruption. La majorité de la population n'est pas consciente de ses devoirs ni de ses droits sociétaux entre autres, la gratuité des services publics. Dans un deuxième lieu, il est à noter que le cadre référentiel de l'hospitalité marocaine stimule les gens à considérer les dons et les offrandes octroyés aux agents publics tels des moyens de remerciements et de conciliation. Dans ce sens, la corruption passe pour être normale et tout à fait ordinaire. Dans un troisième lieu, en raison des bas salaires² des fonctionnaires et leur envie de s'enrichir le plus vite possible, ces agents conçoivent leurs postes comme une source d'enrichissement par le biais des pots-de-vin. Profiter de son poste administratif pour avoir de l'argent n'est pas vraiment condamnable. Dans un quatrième lieu, « le café » ou le pourboire est un acte omniprésent que la majorité des citoyens pratique sans gêne aussi bien pour avoir un droit que pour s'octroyer un privilège. Dans un cinquième lieu, il semble opportun de souligner un certain égoïsme individuel chez les Marocains qui tend à privilégier l'intérêt personnel au détriment de l'intérêt

² Les raisons avancées pour expliquer la pratique de la corruption parmi les fonctionnaires ou les hommes politiques sont multiples. Celles qui reçoivent des scores particulièrement élevés (très important et important) sont « l'absence de sanction » (80%), le « désir d'enrichissement » (75%), les « bas salaires » (70%).

social voire familial. Dans un sixième lieu, on trouve une certaine pratique vénale qui a nourri le népotisme lequel a tissé un réseau complexe où règne la loyauté et la fidélité au sein des administrations. Ce genre de pratique fait apparemment partie de l'héritage colonial. Enfin, il est à signaler qu'au Maroc, la conception générale tend à minimiser le phénomène de la corruption en le réduisant ainsi à une habitude voire une coutume. La banalisation du comportement corrupteur favorise son acceptabilité.

2.2 Les causes politiques

Si le milieu socio-culturel marocain, comme cité en amont, semble être une zone fertile où la corruption est bel et bien enracinée, le domaine politique n'en demeure pas épargné. Effectivement, l'adhésion à la vie politique s'avère, a priori, régie par le majeur souci d'enrichissement rapide, illicite³ et impuni. Bien qu'il s'en plaigne incessamment en tant que victime, le marocain pratique la corruption de bon gré pour subvenir à un intérêt personnel. Les comportements corrompus sont conséquemment très répandus dans le domaine politique depuis le simple électeur jusqu'au haut responsable élu. En effet, vu le taux élevé de l'alphabétisation⁴ chez la majeure partie des électeurs, ces derniers se trouvent incapables de faire la distinction entre les différents programmes politiques proposés par les partis. En conséquence, ils sont prédisposés à vendre leur voix sans se poser trop de questions. Cette pratique atteint son apogée durant les campagnes électorales communales, mais aussi parlementaires. Engourdi par la pauvreté, l'ignorance, le chômage, le coût élevé du niveau de vie, l'intérêt personnel, le manque de transparence, et autres, le citoyen trouve normal de profiter d'une petite somme d'argent ou d'un quelconque privilège.

De son côté, le candidat aux élections avide de démultiplier ses richesses et de s'octroyer un pouvoir susceptible de lui assurer une protection ne trouve pas de mal à investir des sommes colossales dans l'achat des voix pour avoir une masse électorale rassurante Tarbalouti et al (2001). Outre le prix d'achat des voix, le candidat verse illicitement au haut responsable du parti une autre somme en guise de contribution pour avoir une recommandation. Cet état de lieux qui met de côté les compétences est originaire d'un déficit démocratique dont résulte la concentration du pouvoir entre les mains d'une minorité de décideurs qui manquent de responsabilité à l'égard des électeurs. À ces différents facteurs s'ajoutent d'une part la rente qui

³ Ce n'est qu'en 2010 qu'un dispositif juridique régissant la déclaration obligatoire de patrimoine a été mis en application. Il a pour finalité de moraliser la vie publique et de servir comme un outil efficient dans la prévention de la corruption et mettre une barrière à un enrichissement sans juste cause.

⁴ HCP : Le taux d'analphabétisme au Maroc a atteint 32% ; Le HCP fait également savoir que malgré la baisse du taux d'analphabétisme, il reste relativement élevé chez les personnes âgées de 50 ans et plus, notamment chez les femmes.

octroie au politicien le privilège de profiter des agréments et d'autre part le déficit juridique⁵ qui favorise le détournement des fonds publics.

2.3 Les causes économiques

Personne ne doute de l'omniprésence de la corruption dans tous les pays du globe. Certes, les pratiques socioculturelles génèrent les actes corruptifs mais le domaine économique est également infecté. En effet, nombreux sont les facteurs économiques qui peuvent être à l'origine des actes corrupteurs. Le souci majeur de tout un chacun est a priori de générer des biens matériels en tirant profit de la première occasion qui se présente. En effet, plusieurs raisons allèchent les fonctionnaires à la corruption.

D'une part, les bas salaires comparés au coût de vie élevée poussent les fonctionnaires à générer des pots-de-vin afin de subvenir à des besoins parfois nécessaires. Ainsi, recourent-ils à des pratiques malhonnêtes pour pouvoir arrondir leurs salaires du moment que ce genre d'acte peut se réaliser dans une totale discrétion et, conséquemment, peut échapper à une éventuelle sanction. D'autre part, la tentation à la corruption semble forte puisque les labyrinthes administratifs offrent d'innombrables occasions qui obligent le demandeur d'un service public à y céder.

Il est également important de noter que dans le domaine économique certains secteurs offrent plus d'opportunités de corruption que d'autres. Dans cette optique, on pourrait aisément faire la distinction entre le secteur des marchés publics⁶ et celui de l'agriculture de subsistance. Effectivement, les secteurs qui génèrent le plus grand flux d'argent sont ceux où la corruption semble épanouie du moment que ces secteurs présentent autant de motivation et de tentation que d'occasion. Dans cette optique, nous avançons l'exemple des grands projets publics puisque l'attribution des marchés publics se fait dans une discrétion totale et sans la moindre transparence.

En outre, la corruption s'épanouit dans les secteurs économiques dans lesquels elle semble difficilement détectable où l'acte corrompu peut échapper à toute sanction en passant à l'abri de toute vulgarisation médiatique.

⁵ Malgré les ressources garanties, le large pouvoir discrétionnaire dans leur rémunération et l'étendue des facilités administratives dont jouit l'organisme, son résultat net depuis 2011 est inférieur à 1% et se situe en 2017 à 0,08%. Aux plans administratifs et de management, ni conseil d'administration véritable, ni règlement intérieur, ni pilotage stratégique, ni vision prospective de la mobilisation des ressources et de leur emploi, conduisant notamment à la création de filiales et au placement dans : transparency Maroc Rapport Moral 2018.

⁶Transparency Maroc (2009), «Les marchés publics au Maroc, entre souci de transparence et besoin d'efficacité» in Transparency News, Observatoire de la Corruption, N°6, Juin 2009.

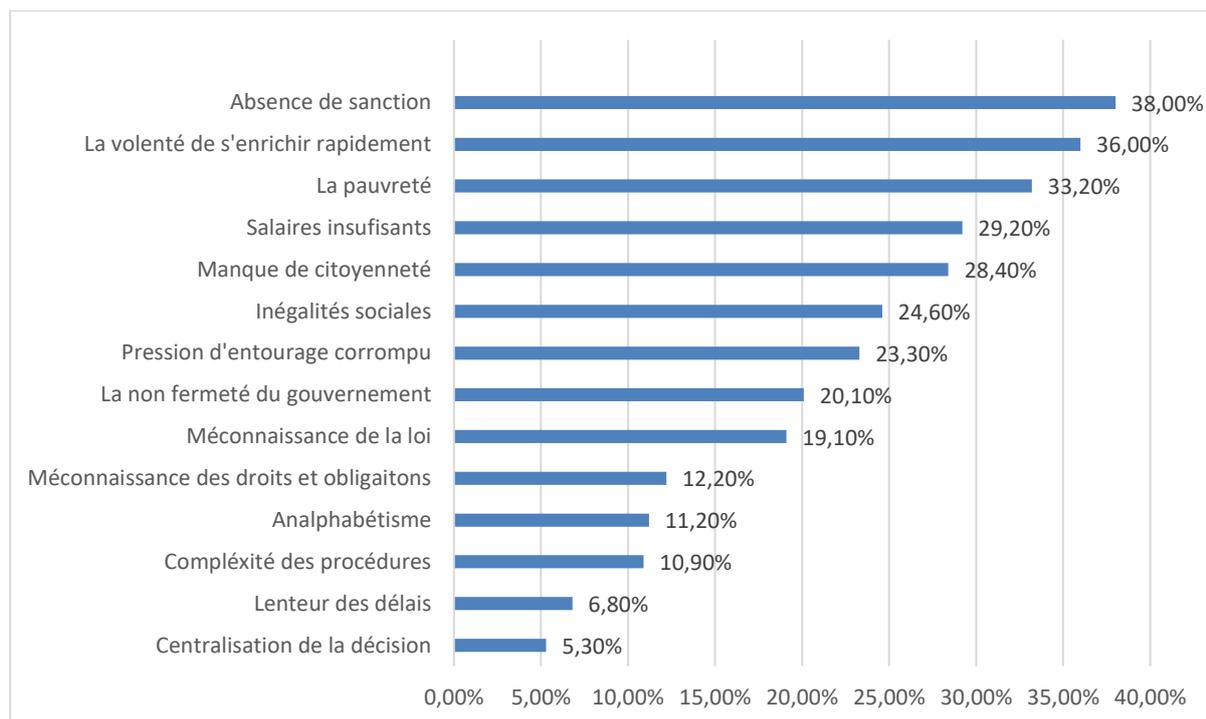
2.4 Causes administratives

On a beau chanter la moralisation de la vie publique, le rapprochement de l'administration et la transparence, nos concitoyens continuent à adhérer implicitement ou explicitement à la corruption. En effet, ce fléau semble au-delà de toute lutte à tel point que son éradication des institutions de l'état relève, paraît-il, de l'utopie. Avant de rejoindre une administration quelconque, soit pour postuler pour un emploi ou tout simplement se procurer un service qui est de droit, les Marocains se sont accoutumés à avoir recours à l'intermédiation. Cette dernière est susceptible de leur garantir une certaine sûreté et confiance. C'est pour cette raison que les citoyens semblent en perpétuelle quête de l'intermédiation soit auprès de la famille, ou auprès des proches.

Le familiarisme est dans ce sens étroitement lié au favoritisme au détriment des critères logiquement objectifs à savoir la compétence et l'expertise. En d'autres termes, cet état des lieux semble favoriser aussi bien « la petite corruption » que la « grande corruption ». Ainsi la corruption répond présente depuis le premier fonctionnaire ou l'agent de l'autorité qui semble directement en contact direct avec la population. En effet, les mokadames et les chioukhs ainsi que les agents de la circulation sont incontestablement les premiers corrompus.

Les pots-de-vin ou les « cafés », de leur part, gagnent plus d'ampleur et de colossalité à mesurer quand on remonte l'échelle administrative. Plusieurs facteurs sont à l'origine de l'épanouissement de la corruption dans le secteur administratif. Ceux-ci sont soit d'ordre institutionnel soit d'ordre juridique. En effet, l'autorité discrétionnaire de l'administration favorise les pratiques corruptives. D'ailleurs, l'absence de la transparence et la complexité des procédures administratives obligent nos concitoyens à céder à la corruption, soit pour gagner du temps soit pour éviter le désagrément de la lenteur et l'attente. Au sein de l'administration, et en l'absence du respect de l'ordre de mérite, des compétences, de dévouement et des valeurs éthiques, on recourt souvent aux actes «graisse-roue» pour avoir un poste, qui n'est parfois qu'une simple bouée de sauvetage pour échapper au chômage. De surcroît, il importe de souligner que parmi les facteurs favorisant la corruption administrative, l'inégalité des salaires et leur faiblesse comparée au coût de vie en perpétuelle ascendance. L'absence de l'équité en termes de rémunération n'est pas négligeable puisqu'elle est régie par «l'autorité d'estimation» du supérieur administratif.

Force est de signaler enfin que l'aspect discrétionnaire de l'acte corruptif favorise son impunité et encourage les corrompus à l'enrichissement illicite. La figure si dessous illustre la perception de quelques causes de la corruption au Maroc.

Figure 1 : Perception des causes de la corruption au Maroc par les citoyens

Source : enquête de l'ICPC 2014

Outre les différentes causes de la corruption que nous avons citées en amont, figurent d'autres causes dans l'enquête de l'ICPC en 2014. À partir du graphique ci-dessus il s'avère que les fortes causes de la corruption sont originaires d'une envie personnelle d'enrichissement les taux des demandeurs de la corruption sont plus élevés que ceux des corrupteurs. En effet, les premiers varient entre 38,1% et 23,3% alors que les seconds varient entre 91,1% et 5,3% seulement. En outre, l'absence de sanction demeure la cause la plus forte de ce fléau avec un taux de 38,1%. Toutefois, l'analphabetisme n'y participe que d'un taux de 11,2%.

3. Les conséquences de la corruption au Maroc

De nos jours, et dans le souci de consacrer un Etat de droits, de démocratie, de modernité et du développement durable au Maroc, plusieurs grands chantiers sont ouverts sur les différents plans : politique, économique et social. Une variété d'outils et de démarches procéduraux ont été mis en œuvre à cette fin. Toutefois, le plus grand défi à relever demeure celui de la corruption. L'état endémique de ce fléau social semble à l'origine de l'échec de toute tentative de progression économique ou encore de développement durable. En effet, nourrie par d'autres phénomènes sociaux tel le chômage, la pauvreté, l'analphabetisation et le clientélisme, la corruption semble engendrer des répercussions néfastes et dévastatrices sur la société tout entière.

3.1 Conséquences sociales

Vu l'aspect sociologique du phénomène de la corruption, il s'avère difficile voire impossible d'établir une distinction claire et nette entre ses causes et ses conséquences. Nous tenterons toutefois de souligner certaines manifestations de ce fléau dans le quotidien du citoyen marocain. De prime abord, nous citerons l'effet d'accoutumance originaire de la banalisation de la corruption. Ceci évoque une acceptation sociale du phénomène voire une connivence spécialement lorsqu'il est question d'un intérêt personnel immédiat où l'argent prime.

La corruption, conçue de cette façon, intensifie les richesses illicites ainsi que les différences sociales. En outre, elle fait trôner le clientélisme et le favoritisme au détriment des compétences. En somme l'effet déstabilisateur de la cohésion sociale de la corruption est indiscutablement flagrant dans la société où règne la méfiance.

3.2 Conséquences politiques

L'incompétence outre un niveau de scolarité insignifiant pour ne pas dire inexistant tels sont les caractéristiques les plus rencontrées auprès de la majeure partie des hommes politiques. Ils ont investi des sommes colossales profitant de deux facteurs prépondérants à savoir le déficit juridique et le taux élevé de l'analphabétisation dans la société. Cet état de fait a engendré la dépravation politique qui n'est autre que l'abus de l'autorité à des fins personnelles illicites. Ainsi, la corruption affecte aussi bien le processus démocratique que la bonne gouvernance en provoquant des répercussions néfastes sur le développement du pays. En effet, ce vice en matière des élections détériore la représentativité parlementaire et réduit à néant la confiance des citoyens en les instances politiques.

En somme, le recours à la corruption dans l'achat des voix des élections transforme la vie politique en un champ d'investissement où l'on génère le pouvoir qui sécurise les biens matériels.

3.3 Conséquences économiques

Le domaine économique constitue le terreau de la corruption. C'est là où les actes corruptifs semblent gagner plus d'ampleur vu les sommes colossales mises en investissement. La présence quantitative de la corruption affecte négativement le développement économique en favorisant les opportunités d'enrichissement illicite, mais surtout impuni étant donné l'aspect discrétionnaire des transactions. Les conséquences économiques de la corruption sont innombrables certes, toutefois nous citerons celles qui semblent plus significatives. Effectivement, la corruption engendre impérativement la détérioration de la croissance

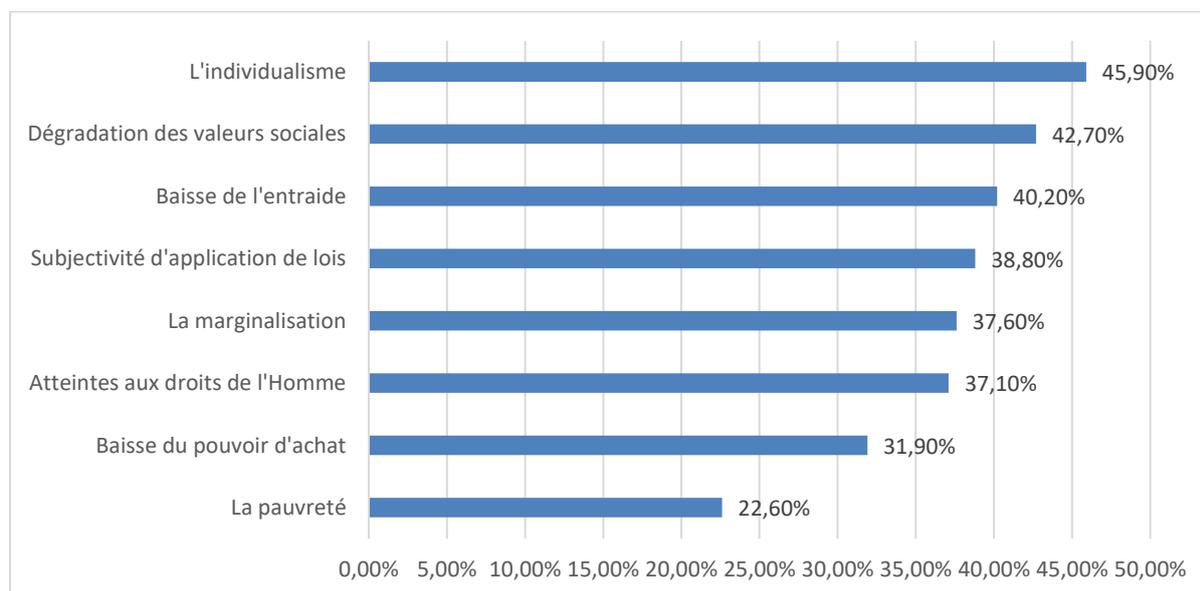
économique qui se manifeste en d'énormes déficits. D'autre part, et à cause de la complicité entre certains responsables du secteur privé le coût des activités commerciales et des dépenses administratives sont en perpétuelle ascendance. Ainsi, le secteur économique souffre d'une déformation tellement complexe qu'elle bloque la réalisation des affaires rentables et fructueuses.

Les agents corrompus orientent les investissements publics vers les grands projets capitalisant de gros budgets et favorisant davantage l'opportunité de détournement de biens publics. La corruption est également à l'origine du non-respect des cahiers de charges, des normes de constructions, de l'environnement ce qui intensifie la pression et les charge sur le budget de l'État.

Du moment que les retombées de la corruption sont d'une telle ténacité dévastatrice, il est temps de la saper et de l'éradiquer. Pour ce faire, le Maroc s'est engagé dans une lutte incessante contre ce fléau.

En guise d'exemple des conséquences dévastatrices de la corruption, le graphique ci-dessous montre nettement le degré de leurs impacts sur le plan social.

Figure 2 : Manifestation de la corruption sur le plan social



Source : enquête de l'ICPC 2014

Parmi, les conséquences les plus néfastes de la présence de la corruption dans la société marocaine, le graphique ci-dessus révèle un déchirement social nourri par un égocentrisme flagrant dont les taux remontent à 45,9%. En revanche, les taux de pauvreté sont de 22,6%. Ainsi on notera que la corruption participe à l'appauvrissement d'une société. Cette pauvreté

constitue elle-même une cause parmi d'autres de la corruption. Autrement dit, la pauvreté est à la fois cause et conséquence du phénomène.

Afin de passer en revue les points essentiels évoqués au long de cette première section, nous rappelons que nous avons dans un premier lieu localisé le positionnement du Maroc par rapport au Chili et à la Côte d'Ivoire en termes de corruption et de croissance économique. Ensuite, nous avons entamé une analyse chiffrée de la corruption au Maroc afin de vérifier l'ampleur du phénomène selon différents indicateurs qui le mesurent, ainsi qu'une analyse sectorielle pour vérifier où exactement le phénomène occupe le plus. Et finalement, nous nous sommes dirigés vers les causes et conséquences de la corruption pour la comprendre plus spécifiquement dans le contexte marocain.

Maintenant qu'on a repéré les raisons d'être de la corruption au Maroc, et l'ampleur du fléau, il est incontestable que l'État est dans une situation où la lutte contre la corruption est éminente. Dans la section qui suit, on s'intéressera à l'examen des moyens de lutte déployés par le Maroc dans sa campagne de lutte contre la corruption, pour voir à quelle mesure ses **dernières sont efficaces, ou le contraire, et quelles réalisations jusqu'au moment en termes de lutte contre la corruption.**

4. Conclusion

Au Maroc, toutes les réformes mises en œuvre et toutes les stratégies mises en place dans le dessein de réaliser l'essor économique échouent. En effet, la corruption est tellement phénoménale qu'elle constitue un blocus devant toute tentative de décollage économique. L'acte de corrompre fait partie du quotidien du Marocain.

La perception du fléau par les citoyens demeure paradoxale voire inexplicable. Si le consensus national tend à condamner tout comportement corrupteur et/ou corrompu, on continue, en revanche, à l'accepter lorsqu'il est question d'un profit personnel. Pour ce faire, on essaie de le couvrir sous d'autres nominations telles, un présent, un cadeau, une récompense, un simple geste de gratitude...

Tout au long de cet article, nous avons constaté que la corruption est enracinée dans la société marocaine voire elle figure parmi les éléments constitutifs de la culture marocaine. Bien qu'on l'ait faite sortir du gouffre du tabou par les voix des protestants, on est toujours incapable de l'éradiquer. Certes, plusieurs conventions ont été signées, plusieurs procédures stratégiques ont été élaborées, plusieurs plans d'action ont été planifiés voire entamés, en vain. La corruption est toujours là, solidement présente. Les chiffres recueillis par TI ou la BM demeurent dans le

rouge. Les IPC sont alarmants en dépit de la bonne volonté de livrer une lutte incessante contre la corruption.

Dans cette perspective, le gouvernement a opté pour la politique de la bonne gouvernance. Ainsi des instances de probité et de lutte contre la corruption ont été mises en place. Des lois ont été promulguées. Des associations non gouvernementales ont vu le jour. Un numéro vert pour dénoncer la corruption a été lancé. Toutefois, toutes ces mesures demeurent inefficaces du moment qu'elles manquent d'effectivité et d'opérationnalisation. Tous les ministères ont été impliqués dans le grand chantier de la lutte contre la corruption. Les nouvelles techniques d'information et de communication ont été largement utilisées à travers le pays pour assurer la transparence et la liberté de l'expression, mais les résultats souhaités restent toujours hors d'atteinte.

La bonne gouvernance susceptible de réaliser la croissance se trouve sapée par une corruption persistante et omniprésente.

REFERENCES

- [1] Benabdallah, L., & Aziz, N. (2018). Corruption in Morocco : Causes, Consequences, and Countermeasures. *International Journal of Economics, Commerce and Management*, 6(10), 11-21.
- [2] Bensaid, B., & Hadi, B. (2019). The Causes and Consequences of Corruption: Evidence from Morocco. *Journal of Economic Development*, 44(4), 127-150.
- [3] El Mansouri, Y., & El Bouhadi, A. (2017). Corruption and Economic Development: Evidence from Morocco. *International Journal of Economics and Financial Issues*, 7(4), 65-72.
- [4] El Moudden, A. (2017). Corruption and Its Consequences in Morocco: A Socioeconomic Perspective. *Journal of North African Studies*, 22(2), 207-223.
- [5] El Rhazi, M., & Khoudour-Castéras, D. (2015). Corruption and Firm Performance in Morocco. *The World Economy*, 38(11), 1768-1788.
- [6] El-Makkaoui, A. (2016). The Causes and Consequences of Corruption in Morocco : An Empirical Study. *Journal of Governance and Regulation*, 5(3), 19-27.
- [7] Hmamouchi, R., & Zouhairi, N. (2018). Corruption and Foreign Direct Investment : Evidence from Morocco. *Journal of Business and Policy Research*, 13(4), 31-43.
- [8] Guilain, P. Denoeux, (2007). « Corruption in Morocco: Old Forces, New Dynamics and a Way Forward», *Middle East Policy*, Vol.(14), n°(4), p.134.
- [9] Lahlou, K., & Ouchetto, O. (2016). The Socioeconomic Consequences of Corruption in Morocco. *International Journal of Applied Economic Studies*, 10(2), 25-41.
- [10] Mekouar, M., & El Alaoui, A. (2020). Understanding Corruption in Morocco : Causes, Consequences, and Policy Implications. *Middle East Development Journal*, 12(2), 261-280.
- [11] Zeroual, M., & Ouarghidi, A. (2019). Corruption and Economic Growth in Morocco : Empirical Evidence and Policy Implications. *Journal of Developing Areas*, 53(2), 127-144.
- [12] G. Eason, B. Noble, and I. N. Sneddon, "On certain integrals of Lipschitz-Hankel type involving products of Bessel functions," *Phil. Trans. Roy. Soc. London*, vol. A247, pp. 529–551, April 1955. (references)

- [13] J. Clerk Maxwell, *A Treatise on Electricity and Magnetism*, 3rd ed., vol. 2. Oxford: Clarendon, 1892, pp.68–73.
- [14] I. S. Jacobs and C. P. Bean, “Fine particles, thin films and exchange anisotropy,” in *Magnetism*, vol. III, G. T. Rado and H. Suhl, Eds. New York: Academic, 1963, pp. 271–350.
- [15] K. Elissa, “Title of paper if known,” unpublished.
- [16] R. Nicole, “Title of paper with only first word capitalized,” *J. Name Stand. Abbrev.*, in press.
- [17] 594.
- [18] Tarbalouti et al. (2001). «Manipulations électorales, éducation publique et développement économique». *Revue d'économie du développement*. Vol. (9) n°4, pp. 47-64.
- [19] Tanzi, V. (1998). «Corruption around the world: Causes, consequences, scope, and cures», *Staff Papers*, Vol. (45), n° (4), pp.559-